

Ils arrivaient de San Rafael où ils avaient subi un véritable calvaire. Le lendemain de mon départ, les rouges, menaçants, avaient envahi ma maison ; ils venaient voir si nous cachions des armes et ils avaient demandé : « Et alors ? don Alejandro est à Paris, n'est-ce pas ? » Vingt-quatre heures plus tard, l'avant-garde du général Mola faisait son entrée dans le village et il y a eu combat, d'abord dans le village, ensuite entre le village et l'Alto de Leon. Ma maison se trouvant au centre, tous les voisins s'y réfugièrent avec ma famille, tandis qu'autour de la maison s'installèrent des troupes, avec batteries, mitrailleuses, camions...

\*\*

Ma maison de Madrid fut immédiatement occupée par un comité de ces « honnêtes gens » qui s'ingénient à déshonorer les hommes, le peuple, la patrie, la république, l'humanité. Valait-elle beaucoup ? ou peu ? Je ne saurais le dire, mais elle représentait pour moi quarante-deux années de foyer bien soigné, de bon goût dans le choix des objets, d'ordre. C'était mon foyer et mon atelier.

Je n'exprimerai que cette plainte, rien de plus, je le dis sans forfanterie et sans amertume. La vie de mes proches ayant été épargnée, maintenant ce qui m'intéresse, c'est que la république et la patrie soient sauvées.

Et pourtant, tous les miens ne sont pas en sûreté. Il en est dont je n'ai eu aucune nouvelle depuis le commencement de la révolution. Quant à mes amis, je tremble en y songeant. De certains on a des nouvelles indubitables. Ainsi sait-on avec certitude que Salazar Alonso fut « jugé » et condamné à mort par un de ces tribunaux de parodie en



Alexandre Lerroux.

grande partie formés de professionnels indignes qui sont restés par lâcheté au service des rouges, et en partie par des gens du peuple sans aveu et sans responsabilité. Il n'eut personne pour le défendre : Barriobero et Botella-Asensi lui refusèrent leur concours ; il se défendit lui-même, comme un brave qu'il était, et sa défense fut splendide. Plus splendide encore fut son attitude à l'heure de la mort : face au poteau, gardant tout son sang-froid, il ne permit pas qu'on lui bandât les yeux et passa à l'éternité à son commandement de « feu » qui le foudroya.

Nombreux sont ceux dont on n'a pas de nouvelles et dont on craint d'en recevoir. La persécution contre le parti radical a été implacable. A Valence et dans sa province, non seulement les députés radicaux ont été assassinés, mais dans certains villages tous les membres du parti radical ont été exterminés. A Malaga et à Alicante, il y eut une véritable chasse à l'homme radical. La contribution sanglante du parti radical espagnol a surpassé de beaucoup celle de l'Eglise et peut-être celle de la garde civile, si sauvagement sacrifiée.

\*\*

Ce tableau si chargé d'ombres ne m'est pas inspiré par la rancune. Non. La misérable bête qui gît au cœur de tout homme n'est pas digne de ma rancune. Je m'explique cette inhumanité occasionnelle comme une crise de folie collective, et ces cas de sauvagerie individuelle correspondent pour moi au coup de pied de l'âne, au coup de corne du bœuf, à la morsure du serpent. Ni la religion, ni la civilisation n'ont encore réussi à détruire cette bête humaine. Vingt siècles de christianisme, quarante siècles de civilisation et de progrès n'ont pas encore pu élever la condition morale ni améliorer la condition intellectuelle de toute une catégorie d'hommes. Elle a

été empoisonnée dans les temps modernes par une indigestion de doctrines incompréhensibles à son intelligence primitive et à sa culture ; abruti par l'égoïsme des classes privilégiées et par l'abandon de la société. Cette pauvre bête humaine, abandonnée de Dieu et des hommes, aussitôt en liberté ne sait que mordre et empoisonner, comme la vipère. Se croyant socialistes, communistes, anarchistes, ces hommes ont procédé avec le fanatisme cruel de la race méridionale.

Donc, rancune implacable : non. Justice, autorité, discipline, travail, éducation, enseignement et, après la cure et la convalescence, la charité.

La rancune, sous forme de justice sévère, rapide, sans rémission, il faudra la réserver exclusivement aux empoisonneurs, à quelque condition sociale, morale ou intellectuelle qu'ils appartiennent. Et plus spécialement, si les sanctions peuvent comporter des degrés, à ceux qui, sous le pavillon de la démocratie, de la liberté, de la république, ont trahi leur patrie, se convertissant en instruments de l'anarchie internationale et du séparatisme, qui luttent les armes à la main en Catalogne et dans le pays basque.

Ce sont ces républicains qui, pour avoir été traîtres et lâches, sont plus responsables que les autres, les marxistes de toute espèce, de la grande tragédie nationale qui ravage l'Espagne. Le crime ayant été et continuant d'être terrible, il faudra punir avec une énergie surhumaine. Pour solder ce compte terrible, la plaie doit être débridée, le danger éloigné à jamais, pour que de nouveaux gouvernants, survivant à cette lutte épique, réussissent à refaire l'Espagne, à organiser le nouvel Etat qui la dirigera en paix vers sa destinée future.

\*\*

Je ne me reconnais plus. Chaque homme est un monde. Le mien aussi est en ruine, comme la patrie ; sombre, triste, dégué, comme la république. Je traverse une profonde crise spirituelle ; et, malgré moi, je soumetts à révision tout ce qui jusqu'à maintenant a constitué la doctrine de ma foi, la substance de ma conviction politique.

Mon âme n'a pas changé. Elle nourrit comme toujours deux amours inextinguibles, la patrie et la république. Mais je commence à m'interroger et je me demande si la patrie et la république sont bien représentées, si la nation a été bien servie par des gouvernements qui n'ont pas réussi à élever la condition morale et intellectuelle de l'individu, à organiser techniquement la production, à la distribuer équitablement, à supprimer la division en classes antagonistes de la société, à faire disparaître la misère et la grève... Et cherchant dans ma méditation solitaire une solution à ces problèmes, dans une ambiance qui me permet d'assister aux efforts d'un peuple préoccupé des mêmes choses avec le désir héroïque et persévérant de s'en affranchir, je me demande s'il ne faudra pas détruire pour le renouveler complètement l'Etat actuel, ou s'il suffira d'ouvrir une parenthèse et de suspendre l'intervention de la démocratie, c'est-à-dire de tous, dans la conduite des affaires publiques ; restreindre les libertés individuelles pour les subordonner à l'intérêt suprême de la nation et concentrer tous les pouvoirs d'un peuple, qui refuse de se dissoudre dans l'anarchie ou de périr dans l'impuissance, entre les mains d'une autorité, ou plutôt d'une dictature, qui se mettrait immédiatement à l'œuvre et ne fermerait la parenthèse qu'après avoir réussi à rétablir l'ordre matériel, la paix sociale, le prestige de la loi, la discipline du travail sans lutte de classes, la justice sans privilège — le tout dans un recours au rythme normal des peuples qui contribuent au progrès universel, sans fièvres, convulsions, ni délires, sans que la force brutale de la révolution intervienne en quoi que ce soit dans ses activités, même sous la forme légale de la répression.

\*\*

Dès le mois de juillet, le problème fut résolu par moi sans hésitation, car, ne pouvant être avec ceux qui livraient la république pieds et

poings liés à l'anarchie, je devais être aux côtés de ceux qui prirent les armes pour les combattre.

On connaît mon âge. J'ai consacré plus de cinquante années à la vie publique. Journaliste, je n'écrivis jamais que dans les journaux républicains. Propagandiste, jamais je ne montai à une tribune qui ne fût républicaine, et je n'y parlai qu'en faveur de l'idéal républicain. Politique, je n'eus d'autre discipline que celle des républicains. Chef de parti, je ne me mêlai jamais à d'autres forces qu'aux forces républicaines. Leader parlementaire, mes campagnes furent toujours républicaines, et je ne me laissai jamais séduire par les offres de participation émanant des gouvernements de la monarchie. Pour que la république triomphât, j'ai travaillé plus et demandé moins que quiconque. Quand elle eut triomphé je n'ai revendiqué aucun poste, mais j'acceptai celui que l'on m'offrit, qui me permit de présider à Genève la Société des Nations. Je refusai la présidence du Conseil dans la crise du gouvernement provisoire. Elu aux Cortès constituantes dans sept circonscriptions, et ayant obtenu à Madrid le chiffre de voix le plus élevé, je fis cadeau à d'autres partis des sièges que j'avais conquis. Enfin, je déclinai l'offre qui me fut faite de poser ma candidature à la présidence de la République. Ma vie politique est une inflexible ligne droite. J'avais dix-huit ans lorsque j'ai commencé d'écrire dans les journaux en proclamant ma foi républicaine. Aujourd'hui, à la veille d'atteindre mes soixante-treize ans, portés sur mes épaules presque toujours en montant la côte, je m'enorgueillissais, mais sans vanité, de ce que ceux qui ne furent pas mes ennemis, mais mes adversaires, m'estiment et me considèrent. C'est pour cela que les républicains de fraîche date et les socialistes de toute sorte me combattent systématiquement et me poursuivent avec une hostilité implacable.

Et toute mon œuvre de sacrifice volontaire, jalonnée au long de ma vie par des persécutions, des procès, des emprisonnements, des condamnations et des exils, allait être stérilisée au moment où survenait la révolution. Car, pour moi, la république, c'est la patrie, le peuple, la démocratie, la liberté, la justice, la paix, l'ordre, le travail fécond, le progrès social, moral et politique sous l'autorité d'un pouvoir exécutif respecté, capable, énergique, austère, stable et ferme.

Mais, d'un coup, tout s'effondre : il ne reste ni parlement, ni démocratie, ni liberté, ni justice, ni ordre, ni paix. Alors, mon Dieu ! que reste-t-il de la république ? Et, puisque je ne conçois pas la patrie sans la république, que reste-t-il de la patrie ? Car la patrie ne peut être ni cette horde sauvage qui, sous prétexte d'égalité sociale, vole, pille, assassine ; ni cette bande d'intellectuels primaires qui la dirigent et qui, préférant que l'œuvre de vingt siècles de civilisation soit réduite à néant, n'ont pas l'héroïsme de périr avec elle, ni la grandeur, ni la noblesse d'assumer leurs responsabilités. Avant de recourir à la fuite, sûrs de l'impunité, ils pillent le trésor national, saccagent les biens privés, laissant derrière eux, proie pour le feu, chair pour le canon, le misérable troupeau qui paiera de son sang.

Et, contre tout cela, n'y a-t-il rien d'autre à faire que de « jeter un voile sur la statue de la Liberté » et d'accepter la dictature ?

Plus d'un demi-siècle consacré à servir le même idéal... Avoir parfois joué ma vie, et très souvent ma liberté, pour le défendre...

Dois-je renoncer à ce culte ?... Je ne crois pas qu'interrogation plus douloureuse et plus tragique ait jamais été posée par le Sphinx de Thèbes. Elle s'est inscrite en signes de feu dans le monde d'ombres où je fus plongé pendant cette crise spirituelle.

\*\*

Eh bien, non, je ne renonce pas à ce culte ! De l'examen de conscience auquel je me suis livré, je suis sorti réconforté avec une nouvelle conviction : celle que la dictature peut être le salut de la patrie et de la république. C'est dans ce sens que j'oriente désormais ma conduite.

Je le déclare : nous ne sommes pas en pré-

30 Enero 37

sence d'un soulèvement militaire. L'armée n'a pas rompu une discipline, mais elle essaie de rétablir celle qu'ont détruite la trahison anti-patriotique et l'anarchie criminelle ; elle ne s'est pas soulevée contre la loi, mais pour la loi, pour que la loi et l'autorité commandent ; non pas contre le peuple, mais pour le salut du peuple. Il ne s'agit nullement d'un « pronunciamiento » militaire, mais d'un soulèvement national aussi sacré, aussi légitime que celui de l'Indépendance en 1808. Bien plus sacré encore, car il ne s'agit plus seulement de l'indépendance politique, mais aussi de l'organisation sociale et économique, du foyer, de la propriété, de la culture, de la conscience, de la vie, enfin de toute une civilisation de toute une histoire.

Quand l'armée prit les armes, elle était déjà identifiée avec le peuple, et le peuple se mit délibérément à ses côtés, sans distinction de classes ni d'idéologies. Le peuple et l'armée ont mêlé leur sang dès le premier jour, et le sang a scellé le pacte de sacrifice et d'abnégation sur l'autel de la patrie.

L'intervention d'éléments étrangers aux côtés de la révolution sociale et celle des organisations révolutionnaires internationales justifient le caractère national et nationaliste de ce soulèvement. L'Espagne est en danger. La nation qui a élargi les limites de la terre, qui a peuplé un continent et qui a allumé une constellation de nations garantissant le rejuvenissement de l'humanité, cette nation est en danger. Hésiter à lui porter assistance, c'est renier la qualité d'Espagnol et commettre le délit de trahison.

On ne discute pas en face du danger. On agit ou on obéit. Un chef, et entre ses mains tous les pouvoirs, tous les recours, toutes les assistances.

Nous, la vieille garde, et moi le premier, arrière. En avant la tête qui dirige et la jeunesse qui agit.

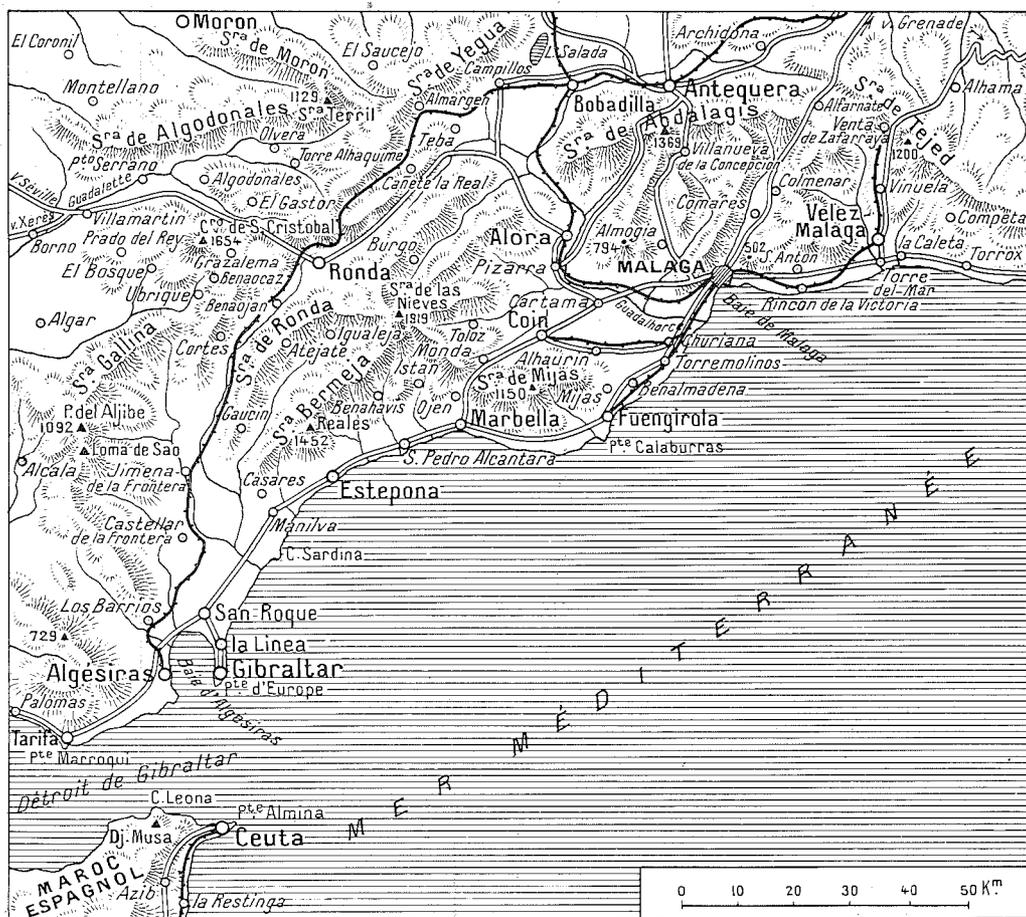
En avant les jeunes. Entre ses mains, les armes. Dans son cœur l'énergie et l'obéissance volontaire, dans son âme la loi, dans sa pensée la patrie.

\*\*

Moi, je continuerai ici, jusqu'à quand ? à apporter à la cause nationaliste le service négatif de ne pas la déranger. Je n'appartiens nullement à cette légion de « caciques » qui renaissent ou ressuscitent au soleil le plus chaud. Je ne suis pas de ceux qui se placent sur le chemin du triomphateur pour solliciter ou recevoir un bénéfice ou un simple sourire prometteur. Ce que j'ai été, je l'ai conquis debout, non pas agenouillé, avec dignité, non pas d'une force vile. L'heure du repos aurait déjà dû sonner pour moi...

ALEXANDRE LERROUX.

World copyright 1937 by Cooperation.



La côte espagnole de Gibraltar à Malaga.

LA GUERRE EN ESPAGNE

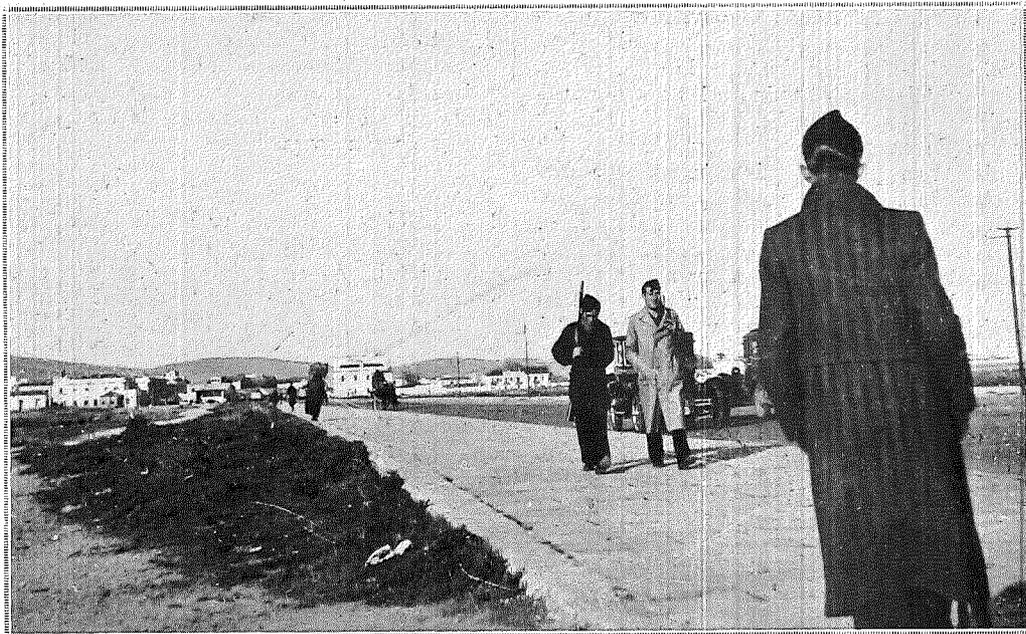
Les opérations militaires en Espagne, pendant la semaine écoulée, n'ont pas enregistré de modifications sensibles sur le front de Madrid, en dehors de vifs combats, au sud de la capitale, pour la possession de Cerro Los Angeles, une hauteur dominée par un calvaire aujourd'hui en ruine et qui paraît avoir changé plusieurs fois de main. Par contre, elles se sont développées en Andalousie, d'une façon favorable aux nationalistes, qui continuent leur avancée en direction de Malaga. Le nouveau front atteint dépasse Marbella et s'étend le long de la route qui mène à Fuengirola. Les troupes républicaines sont fortement retranchées sur les hauteurs de la sierra de Mijas, dernier bastion avancé défendant l'entrée de Malaga, et elles y subissent d'intenses bombardements de la part des escadrilles nationalistes. Une autre offensive conjuguée avec celle qui est actuellement en cours le long de la côte méditerranéenne est menée à l'ouest, venant de Ronda, et une troisième, au nord de la poche formée par le front, dans l'axe de Grenade à Malaga. Dans le même temps, les ports de la côte aux mains des républicains ont été copieusement bombardés par la flotte nationaliste et par des raids d'avions.

De nouveau aussi, Madrid a été éprouvée par les bombes des escadrilles ennemies, notamment dans la journée du 23 janvier. L'évacuation de la capitale continue à un rythme accéléré.

Dans l'ordre diplomatique, la réponse italienne à la note britannique du 11 janvier sur la question des volontaires et de la non-intervention a été transmise le 25 janvier. Comme tous les autres documents de même nature déjà échangés entre



Un défilé de volontaires français dans les rues de Barcelone.



Des phalangistes sur la route de la Linea le mardi 12 janvier, veille de l'attaque sur Estepona.

les chancelleries, elle constitue une acceptation de principe, mais en subordonnant l'entrée en vigueur des mesures envisagées à une application générale. L'Italie demande, en outre, que soient éloignés du territoire espagnol non seulement les volontaires combattants qui s'y trouvent actuellement, mais encore les propagandistes et agitateurs politiques. En marge des affaires d'Espagne, il convient de signaler une série d'attentats qui ont eu lieu à Lisbonne dans la nuit du 20 au 21 janvier. Plusieurs bombes ont fait explosion, à quelques instants d'intervalle, au consulat d'Espagne et dans différents édifices publics, notamment au



Un train de civils évacués de Madrid.

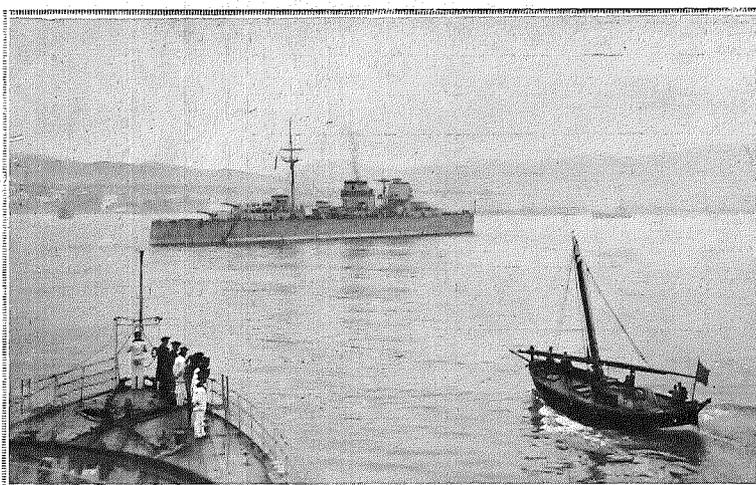
ministère de l'Education nationale et au Radio-Club portugais, siège des émissions par T. S. F. Elles ont causé des dégâts assez importants, mais fait seulement quelques blessés légers.

Il faut enfin revenir, pour une mise au point nécessaire, à la question de l'infiltration allemande dans le Maroc espagnol. Dans son numéro du

16 janvier, *L'Illustration* a relaté, comme toute la presse française d'ailleurs, l'émotion soulevée dans les milieux gouvernementaux par des renseignements parvenus à ce sujet. Nous avons mentionné la démarche diplomatique de protestation faite par notre consul général à Tetouan auprès du haut commissaire espagnol et énuméré les griefs invoqués, tels qu'ils se trouvaient exposés par une communication officielle du Quai d'Orsay. Depuis lors, l'incident a été aplani et il est même apparu qu'il avait été singulièrement grossi. Le haut commissaire espagnol n'a pas eu de peine à démontrer que certains faits allégués — débarquement de soldats allemands, aménagements de casernes pour recevoir des détachements allemands — étaient inexacts et que d'autres étaient exagérés ou tendancieusement interprétés. La presse germanique n'a pas manqué de s'en prévaloir, en accusant le gouvernement français d'avoir sciemment dénaturé les choses afin de créer un incident international et de mettre, en tout cas, le général Franco en mauvaise posture. En France même, des journaux d'opposition ont soutenu la même thèse. D'autres, sans aller aussi loin, ont affirmé que notre bonne foi avait été surprise et que nous avions été victimes d'une manœuvre ourdie par les Soviets, désireux avant tout de nous brouiller avec les Allemands.

Quoi qu'il en soit, il est heureux qu'une nouvelle cause de trouble n'ait pas été introduite dans des

relations déjà fort compliquées du fait de la guerre d'Espagne. Le général Franco, par l'intermédiaire de son représentant à Tetouan, nous a fait donner l'assurance qu'il n'avait enfreint les traités de 1906 et de 1912 et qu'il entendait les respecter. Dans le même temps, le chancelier Hitler, recevant notre ambassadeur M. François-Poncet, lui affirmait que le national-socialisme ne nourrissait aucune pensée d'occupation territoriale en Afrique du Nord ou en Espagne. Une appréciable détente en est résultée. On ne peut que s'en féliciter. Au surplus, pour ce qui concerne la situation dans le Rif, *L'Illustration* sera sans doute à même d'apporter prochainement à ses lecteurs une documentation authentique dont un de ses envoyés spéciaux, qui parcourt actuellement toute la zone de protectorat espagnol, recueille les éléments.

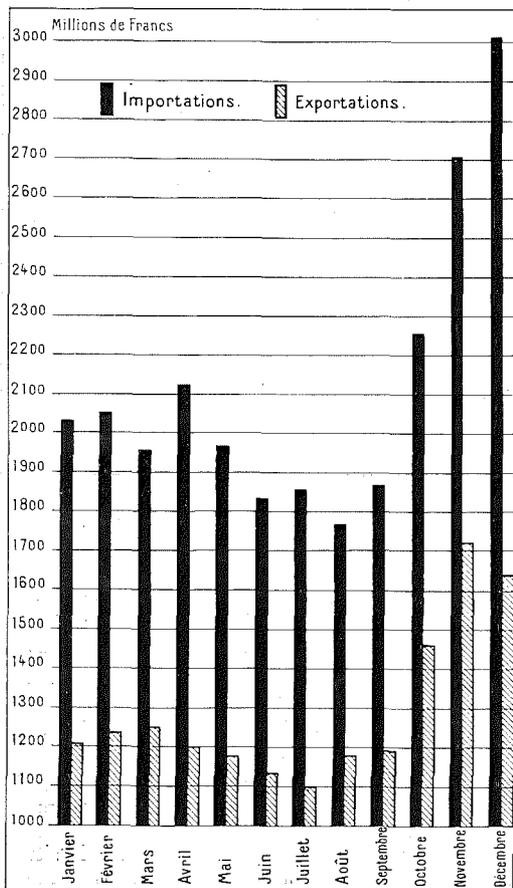


Le croiseur nationaliste Canarias, en rade de Majorque le dimanche 17 janvier, veille du jour où il alla bombarder Barcelone.



PALMA DE MAJORQUE, SON PORT, SA CATHÉDRALE (AU FOND A DROITE) ; AU PREMIER PLAN SUR LA HAUTEUR, LE CHATEAU DE BELLVER

Notre confrère l'Aérophile vient d'organiser un intéressant concours de photographies aériennes qui groupait heureusement des œuvres dues à des amateurs aussi bien qu'à des professionnels et à des militaires. Ce concours a permis de révéler au grand public, sous une forme synthétique simple et frappante, les considérables possibilités aériennes de la photographie prise sous les angles les plus divers. Dans la catégorie « professionnels », c'est M. Michaud, dont nos lecteurs ont maintes fois admiré les magnifiques images prises à bord des avions, qui a remporté le premier prix. Cette vue de Palma, que nous reproduisons, et qui emprunte à l'actualité un intérêt supplémentaire, figurait parmi les œuvres exposées par M. Michaud.



Imports et exportations françaises, par mois, au cours de l'année 1936.

#### NOTRE COMMERCE EXTÉRIEUR EN 1936

L'administration des douanes vient de publier les statistiques du commerce extérieur de la France pendant l'année 1936. Le tableau ci-dessus indique, mois par mois, la valeur comparée de nos importations et de nos exportations. Il convient de noter que la dévaluation monétaire du 26 septembre dernier, dont les effets se sont fait sentir pendant le quatrième trimestre de l'année, introduit dans les comparaisons, soit avec l'année précédente, soit avec les trois premiers trimestres de 1936, un élément de trouble puisqu'on met en parallèle des francs qui n'ont point le même pouvoir d'achat. Cela dit, voici quelques-unes des observations que suggère l'examen de nos échanges.

Le mouvement global des transactions a été, pendant l'année écoulée, de 40.852 millions, au lieu de 36.470 en 1935, soit une augmentation de 4.382. Mais cette progression intéresse seulement nos achats, qui se sont accrus de 4.424 millions, alors que nos ventes restaient à peu près stationnaires, avec 42 millions de diminution. En conséquence, le déficit visible de la balance, qui était déjà de 5.478 millions en 1935, est passé à 9.944 millions — près de 10 milliards ! L'augmentation des importations en valeur tient pour une part au relèvement général du prix des matières premières sur les marchés mondiaux et pour une autre part, pendant les trois derniers mois, à la dévaluation.

Dans notre commerce total, les colonies, protectorats et pays sous mandat figurent pour 30 % environ : 12.409 millions, dont 7.250 aux importations et 5.159 aux exportations. Nous avons, en 1936, acheté à nos possessions d'outre-mer pour 1.843 millions de plus qu'en 1935, ce qui dénote une tendance à utiliser davantage nos ressources coloniales. Mais nous ne leur avons vendu que pour 308 millions de plus. En pourcentage, l'accroissement de nos importations a été de 34 % à l'égard des colonies et de 16 % à l'égard des pays étrangers. Quant à nos exportations, elles ont augmenté de 5 % à destination des colonies et fléchi de 3 % pour les autres pays.

Si l'on considère particulièrement nos échanges depuis la dévaluation, ils font ressortir une augmentation massive de nos importations, non seulement en valeur, mais en poids, comparativement à la période correspondante de 1935. La politique sociale du gouvernement n'y est certainement pas étrangère : nos achats de charbon à l'étranger se sont, notamment, fort accrus depuis le 1<sup>er</sup> novembre, date à laquelle la semaine de 38 h. 40 m. de travail a été appliquée dans les mines. Par contre, nos exportations n'ont pas bénéficié autant qu'on pouvait l'attendre de l'amputation du franc.

En quantité, elles sont demeurées à peu près stationnaires par rapport au quatrième trimestre de 1935. En valeur, elles ont augmenté, en francs-papier, de 18 %, au lieu de 40 % qu'on était en droit d'escompter théoriquement. Faut-il accuser les troubles sociaux et les difficultés de livraison qui nous ont fait perdre des commandes au dehors ? Ou bien la limitation de la production imposée par les lois sociales a-t-elle restreint la marge exportable ? Ou bien le développement général du protectionnisme dans le monde rend-il de plus en plus difficiles nos ventes à l'étranger ? Chacune de ces raisons est peut-être valable. Le problème de l'exportation n'en subsiste pas moins dans toute sa gravité, après comme avant la dévaluation.

#### LA POLITIQUE EXTÉRIÈRE DE LA FRANCE

Une manifestation politique d'une envergure exceptionnelle a eu lieu à Lyon dimanche dernier. Son prétexte était de fêter la réélection de M. André Février, député socialiste du Rhône, mais les éléments de la majorité gouvernementale avaient saisi cette occasion pour attester la solidarité qui les unit et pour apporter la preuve qu'après neuf mois, en dépit de tant de traverses difficiles, la formation du « Rassemblement populaire » n'avait rien perdu de sa cohésion. Le banquet de plus de 1.500 convives, présidé par M. Herriot, président de la Chambre et maire de Lyon, groupait autour du président du Conseil une douzaine de ministres et sous-secrétaires d'Etat ainsi que les chefs parlementaires de tous les partis de gauche. De nombreux discours y furent prononcés. Le plus remarqué fut celui de M. Léon Blum, qui dressa le bilan de l'œuvre accomplie par lui, mais consacra la majeure partie de son exposé à la situation extérieure, envisagée surtout sous l'angle de nos relations avec l'Allemagne. Quelques idées essentielles s'en dégagent. C'est, tout d'abord, que nous sommes prêts à toutes les conversations, collectives ou directes, à la condition toutefois qu'elles n'aient pas pour but un accord bilatéral : la paix, à nos yeux, est indivisible et un règlement franco-allemand ne peut être efficace que s'il s'insère dans un règlement général. En second lieu, nous sommes disposés à offrir à l'Allemagne une collaboration économique et financière, dans le cadre international. Nous ne cherchons nullement à en faire l'objet d'un marché en échange d'avantages politiques. Mais cette collaboration même implique que nous soyons délivrés des menaces de guerre que fait peser sur l'Europe la course aux armements. C'est pourquoi il est nécessaire qu'une politique concertée de désarmement oriente vers des fins pacifiques — grands travaux européens, coloniaux, internationaux — les activités et la main-d'œuvre occupées aujourd'hui presque exclusivement par les fabrications de guerre.

#### LA CRISE JAPONAISE

Une crise politique particulièrement grave s'est ouverte au Japon, provoquant, le 23 janvier, la démission du ministère présidé par M. Hirota. Elle est un nouvel épisode de l'antagonisme existant entre les milieux militaires et le parlement.

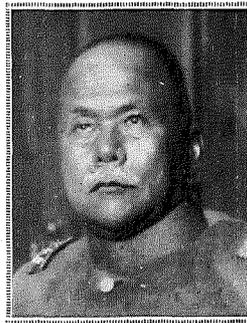
On se rappelle dans quelles conditions avait éclaté, le 26 janvier 1936, un putsch sanglant, à l'instigation d'officiers subalternes, mais avec l'encouragement plus ou moins avoué de quelques-uns des grands chefs de l'armée. Il avait pour but de renverser le pouvoir civil. L'intervention personnelle de l'empereur l'avait fait échouer et l'ordre constitutionnel avait finalement prévalu. C'est à la suite de cette insurrection que M. Hirota était devenu premier ministre. Il avait pris l'engagement de réaliser des réformes administratives et d'empêcher désormais l'immixtion des militaires dans la politique. Mais, en fait, son gouvernement avait dû subir l'influence croissante de l'armée et de la marine. Le projet de budget pour le prochain exercice contenait un accroissement de dépenses militaires désastreux pour l'équilibre financier du pays, et la politique extérieure du Japon, dirigée par M. Arita, semblait directement inspirée par l'ultra-nationalisme des généraux : expansion de plus en plus grande dans la Chine du Nord, au risque d'amener la guerre avec la Russie soviétique, pacte avec l'Allemagne pour la lutte contre le communisme.

C'est dans ces conditions que la Diète s'était réunie le 21 janvier. Cette séance de rentrée fut d'une violence inouïe. Tous les partis — aussi bien le Seiyukai conservateur que le Minseito libéral — se livrèrent à des attaques contre le gouvernement et manifestèrent leur refus de voter les crédits militaires. Quant à l'armée, elle réclamait

la dissolution du parlement. L'empereur suspendit pour trois jours les travaux de la Diète afin de permettre la recherche d'un compromis. Mais devant l'attitude intransigeante du ministre de la Guerre, M. Terauchi, le président du Conseil estima que sa tâche était impossible et il donna la démission collective du cabinet. Après avoir consulté son plus haut conseiller politique, le vénérable prince Saionji, le dernier des Genro, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-cinq ans, l'empereur a fait appeler le général Ugaki et l'a chargé de former le nouveau gouvernement. Le général



M. Hirota, président du Conseil démissionnaire.



Le général Ugaki, son successeur éventuel.

Ugaki, quoique militaire de carrière, n'a jamais fait de politique et l'indépendance qu'il a toujours manifestée à l'égard de l'esprit de caste lui a valu de nombreuses sympathies parlementaires. S'il est encore possible de concilier le respect des formes constitutionnelles avec les tendances fascistes d'un état-major tout-puissant, il paraît le mieux désigné pour cela. Avec lui, c'est un représentant de l'armée qui prendrait la tête du gouvernement, mais cette satisfaction de principe accordée au clan militaire n'empêcherait pas absolument une collaboration avec un parlement qui n'entend pas se laisser déposséder de ses prérogatives.

#### POLITIQUE ET DIPLOMATIE

##### LE CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

La 96<sup>e</sup> session du Conseil de la Société des Nations s'est ouverte à Genève le 21 janvier, sous la présidence de M. Wellington Koo, représentant de la Chine. Les deux principales questions inscrites à l'ordre du jour étaient la situation à Dantzig et le différend franco-turc au sujet du sandjak d'Alexandrette. En ce qui concerne Dantzig, il s'agissait de savoir si, comme le président du Sénat de la Ville libre, le national-socialiste M. Greiser, s'en flattait, aucun successeur ne serait donné au haut commissaire de la Société des Nations, M. Lester, pourvu d'un autre poste à Genève, ce qui équivaldrait à soustraire complètement Dantzig à l'autorité, même nominale, de la Société des Nations. Pour ce qui est du statut d'Alexandrette, un accord de principe est intervenu dans la nuit du 23 au 24 janvier entre les représentants de la France et de la Turquie. Sous réserve des modalités de détail, il revient à ne pas détacher le sandjak de la République syrienne, mais en lui accordant un très large régime d'autonomie voisin de l'indépendance complète pour toutes les affaires intérieures, sous le contrôle permanent d'un représentant de la Société des Nations.

##### LE NOUVEAU PROCÈS TROTSKYSTE

On se souvient qu'au mois d'août dernier avait eu lieu à Moscou le procès de seize personnalités soviétiques accusées de menées contre-révolutionnaires, de complot contre l'Etat, de tentatives de sabotage et d'espionnage pour le compte de l'Allemagne. Les seize inculpés, parmi lesquels les plus marquants étaient Zinovief et Kamenef, furent condamnés à mort et exécutés. Ils s'étaient eux-mêmes reconnus coupables et avaient dénoncé certains de leurs « complices ». C'est à la suite de ces révélations qu'une nouvelle enquête fut entreprise. Elle a abouti à d'autres arrestations sensationnelles et à un second procès qui s'est ouvert à Moscou le 23 janvier. Il y a, cette fois, dix-sept accusés, dont cinq ou six sont des personnages de premier plan : Radek, l'un des principaux rédacteurs des *Izvestia* ; Sokolnikov, l'un des signataires du traité de Brest-Litovsk, ancien ambassadeur à Londres ; Mouralov, ancien commandant de la région militaire de Moscou ; Piatakov, Serebriakov, etc. Comme au procès du mois d'août, les « trotskystes », bien loin de nier les faits qu'on leur impute, ont proclamé leur trahison. — R. L.